



Lettre n° 17 du 17 février 2016

Au sommaire :

- **Violences policières, violence sociale, offensive réactionnaire, œuvrer au rassemblement des classes opprimées** - *Yvan Lemaitre*
- **Contre le racisme, l'obscurantisme religieux et pour les droits des femmes, une même lutte des exploités pour le socialisme** - *Mónica Casanova*

## **Violences policières, violence sociale, offensive réactionnaire, œuvrer au rassemblement des classes opprimées**

Le 2 février dernier, à Aulnay-sous-Bois, Théo, 22 ans, était passé à tabac par 4 policiers, violé avec une matraque. Cet acte barbare n'est pas un fait isolé. Mardi, Mohamed K., ami de Théo, a affirmé avoir été violenté par les mêmes policiers de la BST (brigade spécialisée de terrain), le 26 janvier, au même endroit que Théo. On apprend ensuite que le commissaire d'Aulnay-sous-Bois, patron des quatre policiers mis en examen, a été condamné en 2008 pour ne pas s'être opposé à des violences policières. La même semaine, un membre du syndicat Unité Police SGP-FO, osa dire : « *Le mot Bamboula, ça reste encore à peu près convenable* », témoignant de la banalité des propos racistes dans la police.

L'été dernier, c'était Adama Traoré qui mourait victime de violences policières. Depuis, rien n'a été fait contre les policiers responsables, mais les deux frères d'Adama ont été condamnés à trois mois et huit mois de prison ferme pour avoir réclamé la vérité sur la mort de leur frère. On ne peut pas mieux dire que la police est assurée de l'impunité.

Elle s'affiche avec cynisme quand on voit la prétendue justice accepter l'hypothèse que le geste abject du policier contre Théo ait pu être involontaire.

Et ce sont celles et ceux -jeunes et moins jeunes- qui ont dénoncé ces actes barbares en descendant dans la rue qui ont été l'objet de nouvelles violences policières. Là, la justice a frappé fort et vite. Plusieurs d'entre eux ont été condamnés en comparution immédiate.

Les jeunes des quartiers populaires sont quotidiennement frappés par les violences sociales, racistes et policières, victimes d'attitudes et d'actes humiliants, du harcèlement d'une police qui se croit tout permis, sûre de son impunité, de la complaisance de sa hiérarchie, de la justice comme des pouvoirs publics.

Le gouvernement prétend vouloir rétablir la confiance de la population dans la police et la justice ! Il s'était engagé il y a cinq ans à tenter de normaliser les pratiques de contrôles à répétition en rendant obligatoire la remise d'un récépissé à la personne contrôlée. Cet engagement a été vite oublié... Par contre, le gouvernement vient de faire voter au Parlement un texte prévoyant l'anonymisation des procès-verbaux. Il sera impossible pour le citoyen de vérifier la compétence de tel policier, de se plaindre de lui et même de le faire citer comme témoin !

Le même texte prévoit que les policiers pourront ouvrir le feu même en l'absence de péril pour eux-mêmes ou autrui. Dans la foulée, le maximum des peines pour outrage à policier va doubler.

### **Une violence sociale**

Cette violence policière est le complément de la violence sociale, du chômage, de la précarité, des bas salaires, de la dégradation des quartiers eux-mêmes, des dites « *zones urbaines sensibles* », des conditions d'existence. Les milliards engloutis dans le béton de la « rénovation urbaine » n'ont pas changé quoi que ce soit des problèmes quotidiens des habitants. A commencer par le chômage qui dans beaucoup de quartiers dépasse largement les 50 % chez les jeunes de moins de 30 ans. Rien n'a changé non plus sur le terrain des discriminations, qui sont autant d'obstacles à l'accès à l'emploi, au logement. L'échec scolaire est plus présent que jamais.

En 2012, la victoire d'Hollande a pu créer l'illusion que la donne allait changer. Valls a continué dans la lignée de ses prédécesseurs. La police se comporte comme des forces d'occupation en territoire ennemi. Les incidents sont en réalité quotidiens mais n'intéressent généralement personne. Il faut un drame pour que les pouvoirs publics ne puissent plus étouffer les cris de colère, la révolte.

En cette période de campagne présidentielle et d'affaires, le contraste est saisissant. Théo a 22 ans, il est au chômage, comme tant de jeunes des classes populaires. Charles, le fils de Fillon, au même âge, étudiant en droit, était assistant de son père sénateur, et gagnait 4846 euros par mois... Pour un travail tout aussi fictif que celui de sa mère...

Leur police, leur justice est là pour protéger et défendre ces privilèges et cet ordre social où les inégalités ne cessent de croître. D'un côté le racisme, l'exclusion, les contrôles au faciès, l'humiliation au quotidien et la violence policière, de l'autre l'arrogance des privilèges, de la fortune à qui tout est dû.

### **Le Pen donne le ton**

Les politiciens ont été contraints devant l'émotion soulevée par ces faits abjects d'exprimer même à minima leur compassion. Hollande a été obligé de se déplacer auprès de Théo. Mais leur prudence et leur réserve sont déjà, à elles seules, un aveu.

Macron à la recherche de voix tout azimut vient de condamner la colonisation qualifiée de « *crime contre l'humanité* », il condamne certes « *la force illégitime de l'état qui a eu cours* » mais c'est pour mieux défendre « *la nécessité de créer une police de la sécurité quotidienne.* » Pour Fillon, cette affaire « *doit nous conduire à montrer notre solidarité avec la police, et en même temps à être absolument intransigeants sur ces comportements* ». Il renchérit en faisant campagne pour faire passer la majorité pénale à 16 ans.

Marine Le Pen se débarrasse, elle, des faux-semblants. « *Mon principe, c'est d'abord je soutiens les forces de police. Voilà. Et de gendarmerie. Sauf démonstration par la justice qu'ils ont commis un délit ou un crime.[...] Je crois que les policiers et les gendarmes travaillent dans des conditions absolument épouvantables, et particulièrement les policiers qui travaillent en banlieue. Je pense qu'il ne faut pas les clouer au pilori* ». Et de partir en guerre contre celles et ceux qui manifestent : « *Mais est-ce que ça justifie les émeutes qui ont eu lieu depuis ? Est-ce que ça justifie qu'un certain nombre se permettent de casser, de brûler alors même que la justice est saisie du dossier ? [...] Des mauvaises habitudes ont été prises, certains pensent qu'ils peuvent agir en toute impunité, et ils auraient tort de penser l'inverse puisque depuis des années précisément c'est l'impunité qui est à l'œuvre. Donc il faut passer un sacré tour de vis, si je puis me permettre, redonner aux policiers les moyens de leur action.* »

Le tout sécuritaire est ainsi imposé comme thème privilégié du débat de la présidentielle à travers lequel tous concourent à alimenter le fond de commerce de l'extrême-droite, nationalisme, racisme, sécurité. C'est la guerre aux classes dangereuses.

### **Solidarité de classe**

Cette violence réactionnaire qui flatte tous les préjugés met en cause l'ensemble des droits démocratiques, c'est l'état d'urgence en permanence contre toute la population. La démocratie, pas plus que la liberté ou la dignité ne se divisent. C'est l'intérêt de l'ensemble du monde du travail de réagir pour exiger que justice soit faite, pour s'opposer aux violences policières, combattre la politique des classes dominantes et de leur État qui engendre l'insécurité sociale.

Ce samedi 18 février, des rassemblements sont appelés par la CGT, la FSU, la LdH, le MRAP, SOS Racisme et le CRAN, notamment. Tant mieux même si nous ne partageons pas les termes de l'appel. Nous ne pensons pas que « *bénéficiaire d'une police respectueuse des personnes et de leurs droits, garante des libertés et de la sécurité publique* » dans le cadre « *d'une confiance [rétablie] entre les citoyens et les forces de l'ordre* », et ce alors que l'honneur de la « *police elle-même [serait] entachée par [les] comportements* » des violeurs de Théo, soit une démarche qui répond aux besoins et intérêts de la population, de la lutte contre les violences policières et le racisme.

Nous voulons que justice soit faite mais nous savons que cette justice ne pourra venir des appareils institutionnels voués à la défense de l'ordre établi. Cette justice, cette défense des droits démocratiques ne peuvent venir que de notre mobilisation, de notre organisation, de notre intervention sur nos lieux d'habitation et de travail, pour que les organisations du mouvement ouvrier, syndicats, associations, partis politiques, comités de locataires, comités d'habitants exercent leur contrôle y compris sur la police.

La défense collective des droits démocratiques est liée à la lutte pour les droits sociaux, aussi à la prise de conscience que l'État, sa police, ses tribunaux ne sont pas neutres et que seule la force des jeunes, des travailleurs, des classes populaires, leur organisation sur leur propre base, en toute indépendance des institutions et de l'État sont en mesure d'enrayer l'offensive sécuritaire, unique réponse des classes dominantes à la faillite de leur politique.

*Yvan Lemaitre*

## **Contre le racisme, l'obscurantisme religieux et pour les droits des femmes, une même lutte des exploités pour le socialisme**

La lutte contre le racisme, la xénophobie est au centre de la lutte contre l'offensive des forces réactionnaires qui est aussi celle de l'État et des classes dominantes. Comment la prendre en charge, comment y répondre, quel lien avec les luttes

quotidiennes sur les lieux de travail et d'études, autant de questions qui suscitent débat et polémique. Les violences policières contre Adama Traoré et aujourd'hui Théo, soulignent l'importance de ce débat et de ce combat.

L'objet de la discussion est de définir une politique pour le mouvement révolutionnaire et de façon plus générale, pour le mouvement ouvrier.

On regrettera la façon dont Lutte ouvrière l'a abordé dans un article publié dans le dernier numéro de sa revue (« Le piège de la «lutte contre l'islamophobie» », Lutte de classe n°181, février 2017) qui n'a d'autre objectif que la dénonciation du NPA, en mettant en exergue la politique et les formulations de militants du NPA qui font de la lutte contre l'islamophobie leur priorité.

Tous les camarades du NPA ne partagent pas l'orientation de ces derniers ni... leur réponse à LO signée de Julien Salingue, Christine Poupin, Ugo Palheta et Selma Oumari, « *Combat contre l'islamophobie, quand LO inverse la hiérarchie des normes* » : <https://npa2009.org/idees/antiracisme/combat-contre-lislamophobie-quand-lutte-ouvriere-inverse-la-hierarchie-des-normes>. Chacun, dont les camarades de LO, peut trouver sur le site du NPA un article de Jean-François Cabral qui se différencie de cette réponse : <https://npa2009.org/idees/antiracisme/la-paille-la-poutre-et-la-lutte-contre-lislamophobie>.

L'argumentation de LO fait une critique de principe sans formuler une politique, trop soucieuse de dénoncer de « *prétendus révolutionnaires* » au lieu de chercher à convaincre de sa propre façon de concevoir la lutte contre les oppressions, le racisme, le sexisme, contre l'obscurantisme religieux, pour les libertés et le socialisme.

Et les signataires du texte de réponse pratiquent la méthode de l'amalgame restant dans le même cadre de discussion où il s'agit de disqualifier l'autre plutôt que de convaincre. Pour eux, les problèmes posés par LO ne seraient que diversion.

Deux faces d'une même impasse gauchiste qui ne se préoccupe pas d'élaborer une politique pour la classe ouvrière, indépendante, répondant à ses propres besoins et intérêts en vue de son émancipation. La lutte contre l'oppression, contre les discriminations, pour la liberté et les droits démocratiques est en effet indissociable de la lutte pour l'émancipation de notre classe et de toute la société de la domination capitaliste, elle en est partie prenante.

De ce point de vue, nous partageons l'essentiel des critiques que formule LO à l'égard de celles et ceux qui font de la lutte contre « l'islamophobie » un but en soi derrière lequel nous devrions nous aligner sans discussion, sans critique, suivant au passage des « alliés » bien éloignés de notre camp social. Mais ces critiques ne peuvent suffire à définir une politique ; la réponse ne peut être seulement le recrutement de jeunes communistes dans les banlieues.

Cet article voudrait sortir du cadre de la polémique pour contribuer à formuler une politique pour les révolutionnaires.

### **Un contexte politique incontournable**

Le combat contre le racisme et la xénophobie s'inscrit dans un contexte global dont nous devons prendre en compte l'ensemble des composantes. Ce contexte est l'offensive

des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples qui nourrit, renforce toutes les forces réactionnaires, qui trouvent dans les religions et le racisme sous toutes ses formes leurs armes de prédilection pour diviser les classes exploitées, dresser les peuples les uns contre les autres. Ces forces réactionnaires se renforcent mutuellement, les exactions des uns provoquant celles des autres dans une terrible logique qui conduit au pire.

Dire cela, ce n'est bien-sûr pas oublier les racines, les origines de ce processus de décomposition sociale qui se trouvent dans la politique des classes capitalistes et des grandes puissances pour perpétuer leur domination.

Ce qui fait des émules pour les intégristes et les djihadistes dans le monde arabe et jusque dans les quartiers populaires en France, c'est cette offensive des classes dominantes et de leurs États, combinée au recul du mouvement ouvrier qui laisse la place aux idées réactionnaires dans le capitalisme pourrissant, le chaos et la misère.

Que la politique des classes dominantes porte une lourde responsabilité ne signifie pas que le fondamentalisme religieux islamiste n'ait pas aujourd'hui ses propres objectifs, n'agisse pour lui-même et ne représente pour les travailleurs et les peuples une menace, un danger qu'il serait aveugle d'ignorer ou de minimiser.

La mondialisation a engendré une internationalisation des crises et des guerres. Elle a entraîné aussi une progression de l'islam politique et de l'emprise de la religion musulmane, deuxième religion de France, dans nos lieux d'étude et nos quartiers. On ne peut ignorer cette réalité sous couvert que l'Islam serait une religion opprimée. Le campisme, soutenir l'adversaire de mon adversaire, n'est pas une politique pour la classe ouvrière ; le campisme religieux est une absurdité. Quand l'État français et ses représentants politiques de tous bords, de l'extrême droite à Valls, s'en prennent à l'islam, cela ne fait pas des imams et autres militants culturels et/ou communautaristes nos alliés.

### **Les religions sont toujours l'opium du peuple**

Car notre combat contre le capitalisme, pour les droits démocratiques et en particulier ceux des femmes, est indissociable du combat contre cet instrument d'oppression que sont les religions. Lénine disait déjà en 1909, dans le texte cité par les camarades du NPA que « *la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement sont des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière* ». Et c'est vrai pour toutes les religions, que ce soit celles des classes dominantes chrétiennes comme en France ou musulmanes dans les pays arabes.

Ce que nous défendons, ce sont les droits démocratiques et les droits des femmes, non les religions. Nous ne sommes ni islamophiles, ni islamophobes. Nous sommes pour utiliser la laïcité là où elle a été imposée par les luttes démocratiques de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier, pour nous servir des apports des sciences afin d'émanciper les esprits des préjugés religieux et contribuer à une

compréhension matérialiste, évolutionniste de la nature, de la société et de nous-mêmes par la discussion, l'étude, la critique et la lutte.

Il ne sert à rien en effet de jeter l'anathème, pas plus sur le croyant que sur le « laïc » (mot emprunté à l'extrême droite catholique). La lutte contre la religion est la lutte pour l'émancipation quotidienne, pour prendre ses affaires en main et imposer avec ses frères de classe le bonheur dans ce monde et non dans un autre...

Face à tous les tenants de l'ordre et de l'église catholique en France, mais aussi de toutes les religions, nous défendons l'idée que la religion est une affaire privée par rapport à l'État et à la politique. Notre laïcité non seulement n'est pas à sens unique, mais elle est indissociable de notre lutte contre l'influence des religions.

La lutte contre le racisme et la xénophobie ne peut être séparée de la lutte contre les préjugés religieux ou nationalistes, les préjugés sexistes et les classes sociales qui les utilisent pour asseoir leur pouvoir sur les peuples. Cette lutte a une dimension internationale.

### **Contre le racisme et toutes formes d'intégrisme, front unique et politique de classe**

Il est erroné de prétendre que la lutte contre le racisme passe par la défense de la religion « opprimée » par le catholicisme en France, à savoir la religion musulmane. Il faut certes dénoncer l'utilisation de la religion pour propager des préjugés racistes, mais en expliquant que la religion est un prétexte.

La lutte contre le racisme n'est pas la défense d'une religion mais la défense des personnes, pratiquantes ou pas et quelle que soit leur couleur de peau, victimes du racisme, discriminées, attaquées en tant que telles par l'État, par les patrons ainsi que par les stéréotypes et préjugés diffusés par l'idéologie dominante. C'est en ce sens que le mot « racisé » est facteur de confusion. Il enferme les victimes du racisme dans les préjugés dont elles sont victimes et met tous les supposés « non-racisés » dans le camp des racistes, en l'occurrence des blancs. Il efface l'essentiel, les différences sociales, de classe.

En se définissant en simple opposition à la propagande réactionnaire qui utilise les préjugés religieux anti islam pour répandre les préjugés racistes, on ne raisonne plus en termes de classe. On choisit de défendre une oppression contre une autre au lieu de les combattre toutes, tout en assimilant l'ensemble des Arabes à des musulmans, comme si l'ensemble des Européens étaient catholiques... C'est pourquoi le mot islamophobie, passé aujourd'hui dans le langage courant, nous déporte sur un terrain qui n'est pas le nôtre.

Pour défendre la liberté élémentaire d'opinion et de culte, nous sommes prêts à nous allier comme disait Lénine, « avec le diable et sa grand-mère », mais sans nous aligner sur eux, bien au contraire, en préservant notre indépendance politique, en gardant toute notre liberté de critique.

Dans les communautés, il existe aussi une hiérarchie et une oppression de classe ; nous militons pour la subversion aussi de cet ordre, pour l'auto-organisation des opprimés partout, dans la famille, dans le quartier, dans l'usine et toute la société. Et nous encourageons particulièrement la révolte des plus opprimés, des femmes. C'est en cela que nous construisons un parti de l'émancipation.

### **Religion, féminisme et lutte de classe**

La lutte pour l'égalité des sexes est une lutte émancipatrice. Mais pour certains camarades, cette lutte signifie la légitimation du voile. Considérant qu'il existe un « féminisme islamiste », par glissement, ils en arrivent à dire que, soit le port du voile est un simple choix vestimentaire et que donc, il nous est indifférent qu'il se développe, soit qu'il doit être défendu pour ne pas être « islamophobe », pour ne pas discriminer celles qui le portent.

Si nous nous battons aux côtés de toutes et tous pour les droits démocratiques, dont celui de pratiquer sa foi, contre les lois racistes des gouvernements, nous n'ignorons pas que le voile, la burqa, le burkini participent de l'oppression des femmes, en sont les symboles.

Le port de ces signes de façon permanente, et en particulier par des mineures, les ramène au foyer et dans la communauté, à l'invisibilité de la femme dans l'espace public, au statut d'objets sexuels définis par rapport à leur virginité et donc au mariage et à l'appropriation par l'homme. MilitantEs de l'émancipation, nous ne sommes donc pas neutres face au voile. Nous essayons par l'expérience collective et la persuasion individuelle d'encourager celles et ceux que nous côtoyons dans nos quartiers et sur nos lieux de travail, à défendre l'indépendance des femmes, leur indépendance économique, le droit à disposer de leur corps, à la contraception, à l'avortement, antinomiques à toute religion.

Et ce combat ne se divise pas, il est international. Pouvons-nous soutenir les femmes qui se battent contre l'intégrisme, le patriarcat, le voile et la burqa (voire les mariages précoces et forcés, l'excision, le viol conjugal, la répudiation pour non virginité, etc...) dans les pays arabes en étant acritiques voire solidaires de ceux qui se battent contre elles ici (tel Tariq Ramadan, cet islamiste « modéré » qui défend un « moratoire » sur la lapidation des femmes adultères) ?

La lutte contre les oppressions de race, de genre fait partie d'une lutte globale contre leur cause, la société de classes patriarcale: elle n'est ni blanche ni noire ni métisse. Elle est universelle, comme le désir d'émancipation, comme les possibilités pour la mener à bout dans ce monde du XXI<sup>ème</sup> siècle. Les apports des sciences, de la pensée humaine sont un outil d'émancipation pour tous les opprimés pour lesquels, selon Marx « rien de ce qui est humain n'est étranger », qui en ont besoin pour comprendre le capitalisme et le renverser.

C'est un recul que de ramener chacun à « sa » culture, à sa communauté. Tout en combattant l'impérialisme et le colonialisme qui l'a précédé, c'est sans complexe de

culpabilité que nous revendiquons ce qu'il y a de plus progressiste dans toutes les cultures, y compris en Occident, les combats libérateurs que tous et toutes ont menés et mènent contre l'obscurantisme et l'oppression et en particulier des femmes, contre l'emprise religieuse.

Nous défendons l'émancipation pour toutes sans relativisme culturel, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'émancipation pour les unes qui ne soit valable pour les autres ; tant qu'il y en aura une qui sera opprimée, aucune ni aucun ne sera libre.

### **Lutte contre le racisme et pour le droit des femmes, lutte démocratique de tous les exploités**

Les camarades qui répondent à LO citent Lénine dans *Que faire ?* opposant le révolutionnaire social-démocrate au secrétaire de trade-union, au syndicaliste : « *Le secrétaire d'une trade-union anglaise, par exemple, aide constamment les ouvriers à mener la lutte économique ; il organise des révélations sur la vie de l'usine, explique l'injustice des lois et dispositions entravant la liberté de grève, la liberté de piquetage (pour prévenir tous et chacun qu'il y a grève dans une usine donnée) ; il montre le parti pris de l'arbitre qui appartient aux classes bourgeoises., etc. En un mot, tout secrétaire de trade-union mène et aide à mener la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ».* [...] *Le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation*

*d'arbitraire et d'oppression où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau de l'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat ».*

Nous voulons effectivement être de ces sociaux-démocrates-là, des révolutionnaires au cœur de notre classe luttant pied à pied avec tous, quelle que soit leur origine, croyantEs ou pas, pour les droits démocratiques, contre les violences policières, les discriminations, le racisme, tout en défendant notre objectif, construire un parti de l'émancipation pour parvenir à une société sans oppression et sans classes et donc, sans religion.

Alors que des milliers de manifestants défendent le délit de solidarité, les migrants, dénoncent les violences policières contre des jeunes issus de l'immigration, qu'aux Etats-Unis même blancs, noirs, métis sont ensemble contre le mur et la morgue de Trump, la lutte antiraciste ne peut être qu'une lutte du monde du travail uni, du camp du progrès social et politique à la hauteur du monde moderne qui surgira de la barbarie actuelle.

*Mónica Casanova*